

Archives

Après le « non » grec, Oufa

mercredi 8 juillet 2015

Déclaration de Jacques Cheminade.

Face à la victoire écrasante du « non » en Grèce, l'éditorial du Figaro de ce 7 juillet reflète bien le ressentiment et le désarroi d'une classe politique européenne se comportant en guichetière abusive des banques casinos : « Au soir du verdict, il ne se trouvera donc pas grand-monde pour tendre la main à ce patient qui préfère gifler son médecin. » Pas grand-monde ? Certainement pas Angela Merkel, Wolfgang Schäuble ni Jans Weidman – le gouverneur de la banque centrale allemande qui souhaite l'arrêt de tout soutien à la Grèce – certainement pas les dirigeants pro-américains des pays Baltes et de la Pologne, certainement pas les dirigeants apeurés de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal, et certainement pas les Ponce-Pilate français, Hollande, Moscovici ou Sapin, pour qui c'est à la Grèce de faire amende honorable !

Question de mœurs... Mais les Grecs ne sont pas seuls, ils ne sont pas seuls ! Les pays membres des BRICS, réunis à Oufa à partir du 8 juillet, constituent une option « gagnant/gagnant » qui représente « seulement » 42 % de la population mondiale et 22 % de son Produit intérieur brut. En outre, les peuples des pays de l'Union européenne, qui ont bien compris que si on écrase la Grèce ce sera ensuite leur tour, rejettent la saignée de leurs dirigeants et, lorsqu'ils ne le font pas, c'est parce qu'ils sont victimes de l'enfumage permanent des médias contrôlés par l'oligarchie financière. On a bien vu ces médias se déchaîner pour le « oui » en Grèce, on les voit bien chez nous, d'une Françoise Fressoz à un Guillaume Perrault, Monde et Figaro unis pour dénoncer ce pelé, ce tondu (est-ce Varoufakis ?) d'où nous vient tout le mal.

Trois faits doivent être portés à la connaissance de ceux qui pensent que les Grecs sont des cigales que nous autres fourmis ne devons plus entretenir. Tout d'abord, sur les fonds versés, à peine 10 % ont bénéficié au peuple grec. Le reste a été détourné par les gros intérêts financiers européens, les marchands d'armes et leurs complices intermédiaires, négociants et armateurs grecs. Ensuite, les banques qui avaient prêté sans scrupule ont été sauvées par les Etats européens sous couvert de « sauver la Grèce ». Résultat : ce sont les peuples grecs et européens qui paient pour engraisser l'oligarchie financière ! Le dire n'est pas nécessairement être de gauche, c'est un fait. Enfin, contrairement aux rumeurs xénophobes, les Grecs paient leurs impôts, les Grecs d'en bas, puisque l'impôt y est directement prélevé à la source ! Ce sont les très riches qui ne paient pas d'impôt là-bas, tout comme... chez nous. Le plus choquant est d'entendre la mafia bruxelloise dénoncer la corruption, alors que de l'aveu même de Transparency International, la situation s'est améliorée et que Tsipras vit modestement, en homme honnête, contrairement à ses prédécesseurs.

En fait, cette crise, il faut le constater, le dire et le répéter, n'est pas celle de la Grèce, mais de tout le système financier et monétaire transatlantique, qui veut faire un exemple de la Grèce pour intimider ses opposants actuels ou à venir. C'est le monde de la City et de Wall Street que j'ai dénoncé pendant toute ma campagne présidentielle, incapable d'accueillir les générations futures et qui pratique donc une politique d'exclusion des plus faibles et de dépopulation.

En votant « non », la Grèce nous a ouvert une brèche. Si nous ne nous y engageons pas, Jean-Marie le Guen, ministre de M. Hollande, pourra continuer à pérorer que « la question sociale n'est plus l'élément moteur de la structuration du débat politique en France ». C'est donc une soumission à l'austérité qui nous attend, sauf si auparavant la finance folle nous mène à une guerre

démence. Il est donc temps que nous brandissions nous aussi notre OXI, en regardant du côté d'Oufa.

« Il est temps que nous aussi brandissions notre OXI. »
